FRC 1552 b
Case
FRC
15521

DISCOURS

DE M. BURKE,

SUR LA SITUATION ACTUELLE DE LA FRANCE,

Prononcé par ce célèbre Orateur, & un des Chefs de *Oppoſition*, dans la Chambre des *Communes du Parlement d'Angleterre*, lors du fameux débat ſur les *eſtimations de l'Armée*;

Traduit littéralement de l'Anglais, & dédié à l'Aſſemblée Nationale.

. . . . . Jacet ingens littore truncus;
Avulſumque humeris *caput*, & *ſine nomine* corpus.

THE NEWBERRY
LIBRARY

INTRODUCTION.

ON croit devoir à cette precieuſe claſſe d'hommes qui a le droit de fixer, & le privilége de ramener à elle l'opinion des Peuples ſur ce qui touche à leurs grands intérêts, de rétablir dans tout ſon enſemble, & dans toute ſon énergie, le diſcours que M. *Burke* a prononcé dans la chambre des *communes d'Angleterre*, ſur ce qu'on appelle la *révolution* en *France*, & qui n'a été connu que par des fragmens incorrects, pour ne rien dire de plus, dans les différens Journaux & papiers-nouvelles dont nous ſommes inondés.

On s'étonnera peut-être, d'apres tout ce qui a été dit, écrit & penſé en France, ſur l'événement qui fait le ſujet de ce diſcours, qu'un étranger vienne nous en faire un tableau abſolument neuf, & qu'il nous le préſente ſous des aſpects qui embraſſent tous les grands principes de la morale, ſans laquelle la politique n'eſt qu'un manége de ruſe, d'intrigues & de fourberie, qui, ſouvent dupe de ſes propres fineſſes, marche toujours ſans règle, ne réuſſit que par haſard, & finit par échouer. C'eſt que l'œil perçant de l'homme de génie, du véritablement homme d'état pouſſe ſes lumières juſques dans l'avenir.

M. *Burke* eſt un de ces hommes privilégiés dans qui l'âge a reſpecté toutes les facultés de l'ame; il joint à la mémoire la plus féconde, le don de l'application la plus heureuſe & la plus prompte; à la ſcience la plus profonde, l'éloquence la plus maîtriſante, le talent de dire les choſes les plus hardies à la plus grande fineſſe, la ſagacité des penſées, enfin à cette pénétration ſoudaine qui franchit le milieu des idées, pour toucher au but; il a ce que Boſſuet appelloit l'*illumination*: c'eſt un *Hercule* qui court, & qui n'eſt jamais piqué que par un inſecte.

Mais je dois laiſſer aux lecteurs le ſoin d'apprécier ſon mérite, par la petite eſquiſſe que je leur préſente de ſes grands talens.

Si, comme je l'eſpère, ce morceau a le ſuccès que j'oſe dire qu'il mérite, il ſera promptement ſuivi d'un autre ſur une matière que la diſcuſſion n'a pas rendu moins intéreſſante en Angleterre. L'unité de religion étoit entrée dans les principes élémentaires de la *conſtitution Angloiſe* de manière que, quoiquon uſât de tolérance envers toutes les Sectes religieuſes, la communion, ſuivant le rite de l'égliſe Anglicane, pouvoit ſeule donner entrée aux charges & aux offices publics.

L'heureuſe *égalité* tant prônée en *France* ſaiſit dernierement

quelques têtes *Angloiſes*, qui crurent que pour lui donner une baſe plus ſolide, il falloit l'aſſeoir ſur la religion. On donna cette cauſe à plaider à un orateur auſſi célebre par ſes talens, qu'équivoque en morale (1). Il y déploya tout ſon art; mais la religion gagna ſon procès devant un tribunal qui a pour principe de diſtinguer entre la *tolérance* & l'*égalité*, dans cette matière importante, qui ne confond point ce qui n'eſt que biſarre avec ce qui eſt véritablement ſage; qui dédaigne les éloges bruyans & ridicules de la multitude, toujours prête à s'égarer; qui ſe méfie de ces phioſophes brillans qui trompent le voyageur, & le conduiſent au précipice, comme des talens perfides de ces ames de boue qui préfereroient la perte de leur patrie au chagrin de la voir ſauver par d'autres, qui ne veulent étonner que par des paradoxes, & ſubſtituer aux reſſorts uniformes de la religion, l'athéiſme, ou les principes incertains & verſatiles d'une philoſophie deſtructive des mœurs pnbliques. Toute la nation y applaudit, & les Sophiſtes furent confondus.

Cet exemple a été en pure, perte pour un pays, malheureuſement devenu la proie d'un ſyſtème exterminateur, qui, après en avoir fait une *place d'armes*, finira par le convertir en un *cimetière*.

(1) M. Fox

DISCOURS.

APRÉS avoir parlé des accidens qui peuvent ſouvent néceſſiter les hommes d'état de ſortir des règles ordinaires, & autoriſer un miniſtère à renforcer l'armée, même pendant la paix, ſans être obligé d'en rendre publiques les raiſons, que la balance perpétuelle des pouvoirs rend ſouvent impérieuſes, M. *Burke* prémunit les eſprits contre le danger qu'il y a de faire dégénérer la *reſponſabilité* des miniſtres en une cenſure aveugle des motifs de leur conduite, & d'expoſer le ſecret, que la conſtitution leur ordonne de garder, aux tracaſſeries d'une jalouſe & inquiète défiance, plus propre à écarter le talent, & même la vertu, du timon des affaires, qu'à les y rappeler, & qui étouffe plutôt qu'elle n'encourage le patriotiſme dans

ceux qui se dévouent à la périlleuse tâche du service public.

« La confiance, dit-il, Messieurs, peut prendre la teinte du vice, comme la jalousie peut prendre celle de la vertu; cela dépend des circonstances. De toutes les vertus publiques, la confiance est celle contre laquelle il faille se tenir le plus en garde; & de tous les vices publics, la jalousie est celui qui doit trouver le plus d'indulgence dans une assemblée, comme celle de la chambre des *communes d'Angleterre*, sur-tout lorsqu'il est question de la quotité d'une armée permanente, en temps de paix ».

« Tous les ans cette chambre passe & renouvelle un *bill* pour maintenir la discipline dans les troupes, pour les empêcher de se mutiner, & prévenir la désertion. Cette institution a eu formellement pour motif la nécessité de conserver la balance des pouvoirs de *l'Europe*. C'est donc cette balance elle-même qui doit décider de la force de notre armée permanente, parce qu'elle peut chaque année recevoir des impulsions différentes. Si les augmentations sont sagement graduées sur ce qu'exige l'équilibre de *l'Europe*, les ministres qui les ont préparées & ordonnées, sont exempts de tout reproche; si au contraire ces augmentations ne sont pas justifiées par des apparences propres à décider l'homme d'état, alors la confiance trompée doit les abandonner à une censure méritée.

» Après avoir passé en revue tous les états de *l'Europe*; je ne trouve pas, Messieurs, politiquement parlant, qu'il y en ait aucun de la part de qui *l'Angleterre* puisse avoir rien à craindre, ni qu'aucune puissance, (si on excepte nos propres alliés) puisse prétendre à quelque prépondérance.

« La *France* avoit fixé jusqu'à présent notre première attention; nous nous étions accoutumés à la chercher la première dans la balance; dans ce moment, elle est comme rayée du système de l'*Europe*, & il est difficile de décider si jamais elle y sera replacée comme une puissance majeure. Il est probable que la génération future pourra dire des *Français*: ---- il fut pour eux un temps de renommée.-- *Gallos quoque in bellis floruisse videmus.*

« Cependant quoique je regarde la *France*, dans ce moment, comme non existante dans le système politique, je n'en conclus pas qu'il faille la perdre de vue; il est né-

ceſſaire, au contraire, de régler nos préparatifs & nos mouvemens ſur les ſymptômes de ſa maladie ; c'eſt à ſes forces, non à ſa forme de gouvernement, qu'il faut principalement nous arrêter, parce que les républiques, comme les monarchies, ſont ſuſceptibles d'ambition, de rivalités, de haines & de reſſentiment.

« Mais ſi tant que la France ſera dans l'évanouiſſement, nous allons groſſir nos dépenſes, il eſt à craindre qu'au moment critique, s'il arrive, nos forces ne ſoient pas proportionnées à nos entrepriſes.

« Il a été dit, que comme la chute de la *France* a été rapide, ſa renaiſſance pourra être prompte. Quelle apparence ? La rapidité de la chute d'un lieu s'accélère en raiſon de ſon élévation ; mais les lois de la gravitation, en politique comme en phyſique, s'oppoſent au retour dans la même proportion.

« La *France* a tout perdu, juſqu'à ſon nom ».

. . . . . Jacet ingens littore truncus ;
Avulſumque humeris, *caput*, & *ſine nomine* corpus (1).

» Ce n'eſt plus la France ; c'eſt le *Royaume des Français*. Ce ſpectacle m'étonne. ---- Il m'alarme. --- Il m'effraie, parce qu'il me préſente l'aſpect de l'incertitude de toutes les grandeurs humaines. »

» Depuis la derniere prorogation de ce parlement ; que des choſes ſe ſont paſſées en *France* ! les habitans de ce malheureux royaume ſont devenus les plus habiles architectes en ruines, que la terre ait jamais produit. Dans ce court intervalle, les *Français* ont ſappé juſ-

(1) On citera ici le paſſage entier de l'*Enéide* dont ces vers ſont tirés.

Hæc finis ; Priami fatorum, hic exitus illum.
Sorte tulit, Trojam incenſam, & prolapſa videntem
Pergama ; tot quandàm populis terriſque ſuperbum
Regnatorem Aſiæ. Jacet ingens littore truncus ;
Avulſumque humeris caput, & ſine nomine corpus.
At me, tùm primùm ſævus circumſtetit horror,
Obſtupui ? ſubiit clari genitoris imago.

qu'aux fondemens l'édifice de leur antique Monarchie ; ils ont démoli leur Eglise, renverſé leur Nobleſſe, détruit leurs loix, leurs revenus, leur armée, leur marine, leur commerce, leurs arts, leurs manufactures ; ils ont fait plus pour leurs rivaux, que ceux-ci n'auroient pu faire pour eux-mêmes ; vingt batailles de *Ramilies* ou de *Blehein*, n'auroient pu nous donner les avantages dont les *Français* viennent de ſe dépouiller en notre faveur. Quand nous en aurions fait la conquête ; quand nous les verrions proſternés à nos genoux, nous aurions honte de leur impoſer une loi auſſi dure que celle qu'ils ſe ſont impoſée eux-mêmes. »

» La *France*, ne fût-ce que par rapport à ſon voiſinage, a toujours été, & ſous un certain rapport, doit toujours être pour nous un objet de vigilance ; ſon influence & ſon exemple ne ſauroient nous être indifférens. Elle a annullé ſon *pouvoir* ; il nous reſte ſon *exemple*, qui peut nous devenir plus fatal que ſon inimitié. »

» Dans le dernier ſiècle, *Louis XIV* avoit établi, à la faveur d'une force, & d'une diſcipline militaire, inconnues en Europe, juſqu'alors, un pouvoir abſolu ; ſa fière contènance, parée des attraits de la politeſſe, de la magnificence, de la galanterie, même de la littérature, des arts & des ſciences, préſentoit à l'Europe un brillant ſyſtème de tyrannie en politique & en religion. Sa contagion gagna toutes les autres Cours ; on vit bientôt par-tout le même eſprit d'une magnificence exaltée & hors des proportions ; le même penchant pour des armées permanentes, dont la charge accabloit les peuples ; deux de nos Souverains (*Charles* & *Jacques*) furent les imitateurs, & bientôt les victimes de cete orgueil d'emprunt, qui les rendit petits, de grands qu'ils pouvoient être. Cette conformité de goût engendra des liaiſons dangereuſes pour les intérêts & les libertés de leur pays ; le bonheur voulut que la contagion ſe concentrât au milieu de leur Cour, & ne s'étendît pas du trône au peuple. Il eſt vrai qu'un gouvernement, qui, maître de toutes ſes opérations, ſembloit commander aux événemens, excitoit par-tout une ſorte d'ivreſſe qui tenoit de l'admiration ; mais nos bons patriotes ſe mirent

à la traverſe ; ils réuſſirent à intercepter toute communication avec la *France*, & d'éloigner la nation de ſon exemple ; ils y furent aidés par les animoſités qui s'éleverent entre ſon ſyſtème religieux & celui qui prévalut parmi nous. »

» Aujourd'hui le mal a changé de mode en *France* ; mais il y exiſte ; la maladie a pris un autre caractère ; mais le voiſinage eſt le même. Telles ſont les affections mentales des hommes que le vice, dont la *France* eſt aujourd'hui infectée, eſt par ſa nature plus contagieux que l'ancien, par la raiſon que l'un flatte plus que l'autre la multitude ; il eſt beaucoup plus aiſé de paſſionner le peuple pour un faux amour de liberté, que pour un ſyſtème de ſervitude, quelque modéré qu'il puiſſe être. Autrefois l'exemple de la *France* penſa nous entraîner dans les filets du deſpotiſme ; aujourd'hui nous avons à nous garantir de l'épidémie d'un exemple qui tient le côté oppoſé : ce qui n'eſt point étonnant de la part d'une nation qui ſe plaît dans les extrêmes ; cet exemple eſt celui de l'anarchie ; le danger pour nous, eſt de nous laiſſer entraîner à cette ſorte d'inſtinct qui admire juſqu'à la violence & la perfidie lorſqu'elles ſont heureuſes. Nous ne ſaurions trop nous remplir d'horreur pour les excès d'un peuple féroce, ſanguinaire & tyrannique, qui, ſans raiſon & ſans principe, autoriſe les proſcriptions, les confiſcations, les pillages, les meurtres & les incendies.

" Du côté de la religion, ce n'eſt plus de l'*intolérance*, dont la *France* nous donne l'exemple ; mais, ce qui eſt mille fois pis, de l'*athéiſme*, vice abominable, dont toute la nature démontre la monſtruoſité, qui dégrade l'homme & flétrit ſon ame, en lui raviſſant ſa plus douce conſolation. Depuis long-temps ce germe peſtiféré a étendu ſes racines en *France* ; ſes fauteurs ſe ſont tellement multipliés & aggrandis, qu'il s'eſt raſſemblé, ſous leur étendard, une armée d'incrédules, auſſi formidables pour le trône, que pour le bonheur des peuples.

" Au danger de cet exemple ſe joint celui de l'indiſcipline & de la mutinerie des troupes. Quel exemple que celui de ſoldats parjures, transformés en citoyens, meconnoiſ-

ſant leur chef ſuprême ! Cet exemple doit affecter toutes les puiſſances de l'Europe ; il n'en eſt aucune qui ne doive arrêter ſur ſa frontière, & repouſſer même dans ſon infect foyer, un mal qu'on commence à qualifier aſſez généralement de *mal Français*, & qui a cela de particulier, que la corruption le précède.

" Quel eſt mon étonnement de voir qu'il ſe trouve, juſques dans mon pays, des hommes aſſez aveugles, ou aſſez ſéduits, ou aſſez pervers pour donner des éloges à l'eſprit de la monſtrueuſe révolution qui s'opère en *France*, & la propoſer pour exemple ! Tant que je vivrai, j'oppoſerai mes efforts à l'introduction d'une démocratie déteſtable dans ſes *moyens*, atroce dans ſon *objet* ; & je déclare que, quel que ſoit mon reſpect pour les grands talens, & quelque beſoin qu'ait mon ame de l'amitié, je romprai, s'il le faut, avec mes meilleurs amis, & me réunirai à mes plus grands ennemis, pour repouſſer cette peſte d'une innovation deſtructive de tout principe d'une ſaine & ſure réformation.

« Il s'en faut beaucoup que je ſois l'ennemi de la réforme ; mais lorſqu'elle ne fait que ſervir de prétexte à la violence & à l'ambition, elle dure toujours moins que le temps qu'on a mis à réformer. Quant à une *régénération*, je ne connois que celle qui nous rend à l'innocence, & ce n'eſt certainement pas celle dont on s'occupe en *France*. La régénération dont on s'entretient dans ce pays, eſt la deſtruction & non la réformation des états : il y a plus, elle rend impoſſible toute bonne réformation.

« Quel eſt donc le délire du peuple *Français* ? Il ſe glorifie d'avoir fait une *révolution*, comme ſi une révolution étoit une bonne choſe en elle-même ! Il ne voit pas que cette révolution eſt une diſgrace pour lui ; ſa manie pour le ſeul nom de révolution lui ferme les yeux ſur toutes les horreurs, ſur tous les crimes de l'anarchie dans laquelle il s'eſt plongé. Après avoir amaſſé devant lui un monceau de ruines, il s'avance laborieuſement ſur ſes décombres vers un ſpectre ayant pour écriteau, *conſtitution*. Mais il en avoit une ſous ſa main, & une bonne conſtitution, le jour que ſes *états-généraux* furent aſſemblés en *trois ordres* diſtincts. S'il avoit eu de la vertu publique, ou ſeulement de la prudence, il auroit profité des heureuſes diſpoſitions de ſon

monarque, pour donner à ces états une permanence convenable, sous l'autorité d'un prince qui ne demandoit que de connoître les abus pour les réformer.

» Au lieu de songer à cette réformation, au lieu de réparer l'antique & respectable fabrique de l'état, tâche à laquelle le monarque les avoit appellés, & que leurs commettans leur avoient imposée, les prétendus représentans ont pris la hache & la massue pour faire main basse sur tout ce qui, depuis l'origine de leur monarchie, a servi de balance & de contrepoids dans les différens ordres de l'état, ainsi que dans ceux de tous les états de l'Europe.

» Après avoir tout fondu ensemble en une seule masse informe, incohérente, & toujours prête à se dissoudre, ils ont, avec une perfide témérité, attaqué la propriété elle-même jusques dans ses fondemens, en confisquant, à l'aide de quelques pitoyables sophismes, toutes les possessions de l'Eglise. En même temps ils ont rédigé une sorte d'*institut* ou de *digeste*, d'anarchie, qu'ils ont intitulé, *les droits de l'homme*, & dont la somme est un tel abus des principes élémentaires de la politique, que nos écoliers rougiroient de l'avouer.

Mais cette *déclaration des droits* n'eût été que ridicule, si elle n'eût été que le produit du pédantisme ; son objet étoit impie à la fois & méchant ; on vouloit inculquer dans l'esprit du peuple un système de destruction, en mettant sous sa hache toutes les autorités civiles & religieuses, & en lui remettant le sceptre de l'opinion.

« Dès ce moment tout l'édifice s'écroula ; un déluge de calamités vint fondre sur la *France*, qui se trouve aujourd'hui assaillie par des maux tels qu'aucun état, ni ancien ni moderne, n'en a souffert de pareils sans la guerre la plus désastreuse, & tels qu'ils peuvent donner naissance à une foule de guerres pour l'Europe entière.

« Il n'étoit plus question alors de *liberté* ou de *despotisme* ; ce ne fut point sur l'autel de celle-là que les chefs de la révolution vinrent immoler la paix & la gloire de leur pays ; ils eussent pu l'avoir, cette liberté, & bien autrement assurée sans faire de sacrifices ; ils ont plongé leur patrie dans un ocean de calamités, non pour avoir une *constitution* pareille à celle de la *Grande Bretagne*, mais pour s'en écarter essentiellement, de manière que s'il étoit possible que le plan

qu'ils ont conçu, triomphât de toutes les réſiſtances locales qu'il doit naturellement rencontrer dans un état tel que la *France*, c'eſt-à-dire, s'il étoit poſſible qu'elle fût partagée dans cette multitude *d'attroupemens démocratiques*, dont ils ont préſenté le tableau, elle donneroit le ſpectacle d'un genre de tyrannie que l'eſpèce humaine n'a pas encore connue.

« L'extravagance de ce plan perce de toute part, & ſingulièrement dans la formation de l'armée qu'on rend propre à tout, excepté à ſon principal objet, qui eſt la défenſe.

» Il ne s'agit point d'examiner abſtractivement la queſtion de ſavoir *ſi des ſoldats doivent oublier qu'ils ſont citoyens*; mais certainement ce qui eſt arrivé en *France*, ne parle ni en faveur de l'*acte*, ni en faveur de l'*exemple*. Etoient-ce des citoyens, ces ſoldats qu'on a élevés juſqu'aux nues, qu'on a décoré de médailles civiques pour s'être laiſſés corrompre, & avoir déſerté leurs drapeaux ? C'étoient de ſordides transfuges, deſtitués & incapables de tout ſentiment d'honneur. Leur conduite a été le fruit de cet eſprit d'anarchie qui eſt la reſſource des miſérables qui n'ont rien à eſpérer de l'honneur, & beaucoup à gagner d'une égalité qu'intérieurement ils mépriſent. Ce n'étoit point une armée en corps, vivant ſous la diſcipline, & raſſemblée pour réſiſter à la tyrannie ;.... Non, c'étoient des ſimples ſoldats déſertans leurs officiers pour ſe réunir à une vile & licencieuſe populace ; l'objet de cette déſertion étoit de réduire au même niveau toutes les inſtitutions, & de rompre toutes liaiſons naturelles & civiles qui tiennent enſemble les parties d'un même édifice politique par la chaîne de la ſubordination ; ſon but étoit de ſoulever les ſoldats contre leurs officiers, les valets contre leurs maîtres, les fourniſſeurs contre leurs pratiques, les artiſans contre ceux qui les emploient, les cenſitaires contre les propriétaires, les curés contre leurs évêques, les enfans contre leurs pères : ce n'étoit point à la *ſervitude* qu'ils devoient faire la guerre, mais à la *ſociété*. Que diriez-vous, Meſſieurs, ſi on venoit ſaccager & piller vos maiſons, injurier, inſulter & maltraiter vos perſonnes, attenter à votre vie, vous arracher vos titres de propriété pour les brûler à vos yeux, vous diſperſer & vous forcer avec vos femmes & vos enfans, à vous réfugier dans des terres étrangères,

par la seule raison que vous êtes nés gentilshommes ou propriétaires, & par conséquent suspects du desir de conserver vos biens, & la considération qui vous est dûe? La désertion qui a déshonoré la *France* devoit servir d'appui à une sédition abominable, qui, avec le cri sauvage de la guerre *à l'aristocrate*, se déclaroit l'implacable ennemi de tout homme bien né, de tout homme dont le pillage présentoit un appât à la rapine & au meurtre, pendant que les fauteurs secrets, & d'une classe bien supérieure de cet horrible système, s'en servoient pour assouvir leurs haines, leurs vengeances & leur ambition, en écrasant tout ce qu'il y avoit de respectable & de vertueux dans la nation; & en flétrissant tous les noms qui lui rappelloient qu'autrefois il exista un pays renommé, tel que la *France*. »

Je sais, & je sens aussi bien que qui que ce puisse être, la difficulté qui se trouve à concilier une armée subsistante avec une constitution libre, & avec une constitution quelconque; une armée, si elle est disciplinée, est dangereuse pour la liberté; sans discipline, elle menace la ruine de la société; sans discipline, les hommes qui la composent ne sont ni de bons citoyens ni de bon soldats. A quoi ont pensé les François pour résoudre une difficulté presque au-dessus des forces de l'esprit humain? Ils ont soumis leur armée à une variété de principes & d'obligations qui est bien propre à former un corps de chicaneurs, de fripons & de mutins, mais qui ne peut former de soldats. Ils ont voulu contrebalancer l'armée de la couronne, par une autre armée soumise & conduite par une autre autorité, qu'ils ont nommée l'armée municipale. Ils ont établi une balance d'armée, en détruisant celle des ordres; en détruisant avec toutes les marques de l'insulte, tous les caractères de l'oppression, la balance dont ils jouissoient déjà. Les états peuvent exister avec un partage de l'autorité, c'est la meilleure manière dont ils puissent exister; mais les armées ne peuvent exister sous une autorité partagée. Je ne puis regarder la France que comme un véritable état de guerre, ou tout au plus un état passager de treve, au milieu de la nation.

Quelle effrayante chose n'est pas une armée subsistante, de la conduite de laquelle, d'aucune de ses parties, aucun

chef ne peut être reſponſable ? Dans l'état actuel de l'armée de la couronne de France, y a-t-il un général qui puiſſe être reſponſable de l'obéiſſance d'une brigade, un colonel, de celle de ſon régiment, un capitaine, de celle de ſa compagnie ; & quant à l'armée municipale, renforcée comme elle l'eſt, par les déſerteurs nouvellement devenus citoyens, qui la commandent, *ne les avons-nous pas vus, non pas dirigés par celui qui porte le nom de leur général, mais le traînant en quelque manière la corde au col, marcher à la ſuite de ceux qui la guidoient dans le chemin de la plus criminelle rebellion, du meurtre le plus atroce ? Y a-t-il là quelques véritables ſoldats, quelques véritables citoyens ?*

Je ſuis perſuadé que nous avons bien mieux réuſſi à vaincre cette difficulté de concilier à la conſtitution le maintien d'une armée ſubſiſtante. Nous n'avons pas égaré notre armée par une diviſion de principes & d'obéiſſance. Nous l'avons ſoumiſe à une autorité unique ; nous l'avons aſſujettie à un ſimple ſerment de fidélité, celui de tous les citoyens & nous nous ſommes réſervé ſur elle une inſpection annuelle. C'eſt-là tout ce qui pouvoit ſe faire avec ſûreté.

Je ne puis diſſimuler mon chagrin de voir comparer cet étrange événement que les Français appellent une révolution, avec ce glorieux événement que nous nommons auſſi en Angleterre la révolution ; de voir comparer la conduite de notre armée en cette occaſion, avec celle de quelques unes des troupes de France dans les circonſtances actuelles. A l'époque de notre révolution.... Le prince d'Orange, prince du ſang royal d'Angleterre, fut appellé par les plus illuſtres membres de l'ariſtocratie anglaiſe, pour défendre notre antique conſtitution, & non pas pour effacer toutes diſtinctions. Ce fut à ce prince ainſi appellé, que des chefs ariſtocrates qui commandoient nos troupes, ſe joignirent avec elles, s'unirent en corps réguliers au libérateur de leur patrie ; des chefs ariſtocrates conduiſirent près de lui des corps compoſés de citoyens nouvellement enrôlés ſous les drapeaux d'une ſi juſte cauſe. L'obéiſſance militaire changea d'objet ; mais la diſcipline militaire ne fut pas un ſeul inſtant détournée de ſon véritable principe,

Ces troupes préparées pour la guerre, n'avoient aucune disposition à la révolte.

Mais si la conduite des armées dans ces deux occasions n'a pas été la même, celle des deux nations n'a pas moins différé. Dans le vrai, les circonstances qui ont amené & accompagné notre révolution (puisqu'on veut l'appeller ainsi), & celles de la révolution de France, sont directement opposées, tant dans leurs détails, que dans leur esprit général. En Angleterre, un Monarque soumis à la loi cherchoit à s'arroger un pouvoir arbitraire. En France, un Monarque absolu commençoit, par quelque motif que ce fût à se restreindre à un pouvoir légal. On devoit résister au premier; il falloit conduire & diriger le second: mais dans aucun des cas, il ne falloit changer les principes nationaux, crainte de ruiner un gouvernement qui ne demandoit qu'à être corrigé & légitimé. *Nous nous sommes débarrassés de l'homme en conservant les parties intégrantes de l'Etat: les Français ont détruit ces parties intégrantes, & conservent l'homme.* Ce que nous avons fait, vu dans un aspect constitutionnel, dans la vérité & la réalité, n'a été que de prévenir une révolution. Nous avons pris des sûretés solides, nous avons éclairci des questions douteuses, nous avons corrigé des irrégularités dans nos loix: nous n'avons pas fait de révolution, pas même de légeres altérations dans les parties essentielles & fondamentales de notre constitution; nous n'avons pas affoibli notre Monarchie; la nation a conservé dans son sein la même distinction de rangs & d'ordres, de priviléges, de franchises, les mêmes loix pour régler les propriétés, la subordination, l'ordre judiciaire, les finances, la magistrature, la même chambre des pairs, la même chambre des communes, les mêmes corporations municipales, la même forme d'élection.

Notre église ne fut point affoiblie: son patrimoine, sa majesté, sa splendeur, ses ordres & sa hiérarchie, restèrent les mêmes; elle conserva son entière autorité & prééminence; elle fut seulement dégagée de quelques restes d'intolérance, qui avoient fait jusqu'alors sa honte & sa foiblesse. L'église & l'état se retrouvèrent les mêmes après

la révolution ; seulement ils furent mieux assurés dans toutes leurs parties.

Notre ouvrage a-t-il donc été incomplet, parce que nous n'avons pas bouleversé notre constitution ? Non, tout fut fait, parce que nous avons commencé par réparer tout, non par tout ruiner. Aussi l'Angleterre fut florissante, au lieu de paroître en quelque manière un cadavre dans les agonies de la mort, ou, si l'on veut, dans un accès d'épilepsie, exposés à la pitié & aux insultes du monde entier pour nos mouvemens désordonnés, ridicules & convulsifs, incapables d'autres efforts que de nous briser la tête contre nos propres pavés. La Grande-Bretagne s'éleva même au-dessus de son antique grandeur. De ce moment date l'époque d'une prospérité intérieure, augmentée, croissante, & hors d'atteinte, même des mains dévorantes du temps.

Toute l'énergie de la nation se réveilla : l'Angleterre ne présenta jamais une contenance plus fière, un bras plus vigoureux à ses ennemis, à ses rivaux ; sous sa protection, l'Europe respira & se ranima ; elle se montra par tout pour protéger, pour assurer, pour venger la liberté. Une guerre fut entreprise & soutenue même en dépit des caprices de la fortune. Le traité de Riswick, qui le premier posa des bornes à la puissance de la France, la termina bientôt. La grande alliance suivit de près, & ébranla les fondemens de cette puissance formidable qui menaçoit l'indépendance de l'univers entier. Les états de l'Europe trouvèrent une heureuse tranquillité à l'ombre d'une monarchie libre & puissante, qui connut les moyens de maintenir sa grandeur sans mettre en péril sa propre tranquillité intérieure, sans menacer la paix interne ou extérieure d'aucun de ses voisins.

M. Fox, répondant à M. Burke, déclara que, quant à ce qui regardoit l'armée française, il n'avoit considéré que le principe général par lequel cette armée avoit témoigné qu'elle ne vouloit pas être l'instrument de la servitude de ses concitoyens, mais qu'il n'avoit examiné aucun des détails de sa conduite ; *qu'il n'avoit aucune inclination pour la démocratie ; qu'il avoit toujours regardé comme mauvais tout gouvernement simple & sans contre-poids ; que la monarchie pure, l'aristocratie pure, la démocratie pure, lui paroissoient éga-*

lement imparfaites & vicieuſes ; que la combinaiſon de ces genres de gouvernement pouvoit ſeule être bonne ; que tels avoient toujours été ſes principes d'accord avec ceux de ſon ami M. Burke.

M. Burke répondit qu'il connoiſſoit bien les opinions inébranlables de M. Fox, qui étoient un motif ſolide de confiance en lui de la part de la patrie ; mais qu'il avoit dû craindre *que des cabales de différens genres & animées de vues différentes* ne s'efforçaſſent d'abuſer de ſon nom célèbre contre ſes vrais ſentimens pour donner quelque crédit à leurs machinations deſtructives.

M. Sheridan, dans un diſcours fort éloquent contre M. Burke, dit, entr'autres choſes, qu'il avoit inſulté l'aſſemblée nationale de France & fait des réflexions injurieuſes à des hommes *auſſi diſtingués que M. le marquis de la Fayette & M. Bailly.*

M. Burke, en réplique, dit qu'il n'avoit pas inſulté l'aſſemblée nationale de France, dont il avoit cru devoir peu s'occuper dans la diſcuſſion actuelle ; qu'il penſoit que *la véritable puiſſance étoit dans les mains de la république de Paris, dont l'autorité guidoit & l'exemple entraînoit toutes les autres républiques de France*, ſur-tout depuis que la république de Paris entretenoit une armée à ſes ordres, & point du tout ſoumiſe à l'aſſemblée nationale.

FIN.